

Rentrée 2023 : 64 000 élèves en moins, une nouvelle occasion manquée pour diminuer les effectifs à l'école primaire !

Le mouvement contre la réforme des retraites, aussi légitime et important soit-il, ne saurait occulter une autre protestation qui a pris de l'ampleur ces dernières semaines : dans tout le pays, la colère monte après **les annonces de suppressions massives de postes dans les écoles primaires pour la rentrée 2023.**

Rue de Grenelle, on argue d'une baisse démographique attendue : 63 700 élèves en moins, après une baisse de 50 000 élèves à la rentrée 2022, et le phénomène devrait encore s'accroître dans les prochaines années. En conséquence – ou plutôt par simple logique comptable – il faudrait s'attendre à plus de **1 500 suppressions d'emplois dans l'éducation nationale !** Cette baisse démographique ne serait-elle donc pas autre chose qu'une aubaine pour un gouvernement confronté à la hausse sans précédent du nombre de démissions d'enseignants ainsi qu'aux difficultés inédites de recrutement.

Pour les professeurs des écoles et les familles, la pilule est impossible à avaler car, nous le savons tous, l'école primaire va mal, et même si les enseignants entre eux – ainsi que leurs représentants – ne s'accordent pas toujours sur les causes réelles des maux qui l'accablent (dégradation des conditions de travail, baisse du niveau scolaire), il est un point qui fait l'unanimité : quiconque a déjà mis les pieds dans une classe sait qu'en général on y travaille plus efficacement à 20 qu'à 30 et que des classes surchargées sont préjudiciables aux apprentissages comme au bien-être des élèves et de leurs professeurs.

Certes, le nombre d'élève par classe ne fait pas tout, et pour qu'on avance enfin, il faudra bien que le ministère cesse de se voiler la face devant les difficultés croissantes du métier (carences éducatives d'un nombre croissant d'élèves, incivilités et violence, tâches administratives, école « inclusive » imposée sans pragmatisme ni moyens, etc.). Mais il pouvait au moins commencer par faire descendre un peu la pression **en profitant de la décroissance démographique pour diminuer les effectifs dans les classes.** Il pouvait saisir cette occasion pour améliorer le taux d'encadrement et le rapprocher de celui de nos voisins européens au lieu de faire une nouvelle fois la démonstration de son absence de volonté politique pour reconstruire l'école !

Plusieurs organisations syndicales dont **Action & Démocratie** ont dénoncé ces suppressions massives de postes le 15 décembre dernier au Conseil supérieur de l'éducation. Le ministère avait alors nié vouloir profiter de l'évolution démographique pour faire des économies mais n'avait évidemment pas répondu sur l'essentiel, à savoir son incapacité, voire son refus, de saisir une belle opportunité pour apporter une bouffée d'air, dans l'intérêt de tous, enseignants et élèves, en diminuant le nombre d'élèves par classe.

La presse nationale et surtout régionale se fait actuellement l'écho de ces centaines de classes promises à la fermeture dans une sinistre litanie : 104 classes condamnées en Haute-Garonne, 73 dans l'Oise, 59 en Vendée... Elle relaie aussi les nombreuses initiatives de familles, d'élus, de citoyens pour dénoncer ce coup de trop porté à l'école de la République.

La capitale n'est pas en reste, bien au contraire puisque c'est même, avec celle de Lille, l'académie la plus touchée : **187 classes doivent être supprimées dans 180 écoles parisiennes !** Le journal *Le Monde* rapportait le mois dernier que depuis quelques semaines, plusieurs quartiers de Paris vivent au rythme de la protestation contre ces fermetures : rassemblements, manifestations, réunions publiques, pétitions, voire occupations d'école.

Afin de temporiser, le ministre Pap Ndiaye a lâché, lors des questions au gouvernement, que « *le schéma présenté n'était pas encore définitif* » et que « *des ajustements* » seraient opérés d'ici la rentrée prochaine. Nous ne saurions nous contenter d'une telle réponse dilatoire qui exprime avant tout un manque d'ambition pour l'école et l'incapacité du ministre à imposer des arbitrages en faveur de l'éducation nationale.

Action & Démocratie CFE-CGC soutient toutes les actions menées sur le terrain par les parents, élus, citoyens et enseignants mobilisés afin de mettre la pression sur le ministère et obtenir la suspension de ces fermetures de classe indignes et inacceptables.

Nos élèves ont droit à une instruction de qualité.

Les personnels enseignants ont droit à des conditions de travail dignes de leur mission.

Nous exigeons le maintien de tous les moyens d'enseignement pour la rentrée 2023 !